

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
8, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Sauvons Acher "Le Poète"

Je vous ai déjà raconté dans le *Libertaire* du 7 avril, les faits les plus saillants de la vie de l'artiste de talent qu'était notre malheureux camarade J.-B. Acher, connu sous les noms de "Le Poète" et de "Shum" et condamné à la peine de mort. Voici l'appel qui vous est lancé par nos camarades d'Espagne :

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL D'ESPAGNE

Circulaire

"Aux organisations ouvrières, groupes anarchistes et à tous les hommes :

"Hommes... Le peuple espagnol se trouve à nouveau devant un cas analogue à celui de Mateu et Nicolau."

Maintenant, la funeste condamnation tombe sur un artiste que la justice historique a élu dans ce but.

Jean-Baptiste Acher "le Poète" a été condamné à la peine capitale par le tribunal de Barcelone. La cause vint en appel devant le tribunal suprême (cour de Cassation) et solutionnée par celui-ci qui a confirmé la condamnation.

Le Poète, l'homme, l'ouvrier de la pensée, se trouve aux bord de la tombe. Ainsi le veut la funeste justice d'hommes plus funestes que leur justice même. Si nous laissons faire, ils vont tuer un homme chez lequel brille cette lumière qui élève les peuples.

La population travailleuse d'Espagne, tout ce qu'il y a de noble, d'artiste, d'humble dans ce pays, demandent que le jeune poète soit gracié.

Mais le peuple espagnol se trouve mu-selé, à tel point que, ne pouvant exprimer clairement sa pensée, ses sentiments, il craint grandement pour la vie du jeune artiste.

Pour cela, il a recours au peuple de France, pour que celui-ci, à son tour, exige comme un seul homme la grâce de cette nouvelle victime.

Travaillers ! Artistes ! Artisans de la pensée ! Hommes ! Tous ! Un homme, presque un enfant, plein de vie, toute lumière, va être exécuté par les ennemis de cette clarté qu'il porte dans sa pensée.

Demandez tous au gouvernement espagnol — Directoire militaire — que ce jeune homme soit arraché à la brutale condamnation.

Le peuple espagnol le veut ainsi. Il vous le demande ainsi au nom de la classe travailleuse.

Le Comité Général.

« Séville, le 29 mars 1924. »

C'est pas en vain que nos camarades d'Espagne auront fait appel à nous. Notre aide ne leur manquera pas et nous tâcherons de donner au mouvement, en faveur de Acher, l'amnistie nécessaire pour le meurtre à bien. Qu'ils soient rassurés à ce sujet.

Pour mon compte, depuis un mois, j'essaie de rassembler péniblement tous les éléments de cette affaire pour vous la faire connaître entièrement. Jusqu'ici, je n'ai réussi qu'à moitié, quelques précisions de détails me manquent encore ; néanmoins j'espère vous donner sous deux ou trois jours, "gross mode", le fond de l'affaire, les renseignements complémentaires devant me parvenir sous peu.

Cependant, alors que toute l'Espagne réclame la grâce de notre camarade, il est impossible que parmi ceux qui ont fréquenté le quartier Latin pendant la guerre il n'y ait aucun qui, ayant connu soit Acher, "le Poète", "Shum" qui vécut cinq ans dans ce quartier à cette époque, soit son ami qui signait "Shumberium", ne puisse venir nous donner des détails sur son compte. Il est impossible que le camarade Calleja, ex-directeur de "Solidaridad Obrera", qui est au courant de tous les détails de cette affaire ne vienne les mettre à notre disposition pour nous permettre de mener la campagne que nous entreprendons et dont le succès ne se réalisera que grâce à la précision de nos informations.

Dès à présent des groupes de province nous ont envoyé leur protestation ; nous attendons que vous nous envoyiez tous la vérité, collective ou individuelle, pour la faire tenir au gouvernement espagnol. Devant une pareille iniquité, pas un homme, digne de ce nom, ne peut rester impasse et laisser commettre pareil crime.

PAGES.

La grève de la faim !

Après le geste de profond amour filial si héroïquement soutenu par Jane Morand, voici celui non moins douloureux qui s'accomplit en ce moment à la prison du Chercy-Midi.

Eugène Vasse qui, pendant la boucherie, décida, au cours d'une permission, de ne plus retourner aux champs d'horreur, parce que sa conscience le lui ordonnait ainsi, fut condamné pour cela à cinq ans de travaux publics. Il s'évada lorsqu'a la guerre fut terminée et parce que l'administration ne venait pas, fut repris et "doit" encore huit mois de travaux publics, plus un an de service.

Il proteste par l'ultime moyen : il s'est refusé à absorber toute nourriture depuis 12 jours. Il veut sa libération afin de pouvoir travailler, car il a trois enfants à nourrir, ceux-ci à la charge de leurs grands-parents, âgés de 68 et 69 ans, et de leur mère qui gagne en tout 10 francs par jour !

Que nos si dévoués camarades du *Libertaire* et du Comité de Défense Sociale veuillent bien faire tous leurs efforts pour mettre fin à cette pénible situation ! L'admirable geste d'amour paternel doit être suivi de la sanction qu'il comporte : la libération de suite. Il faut que le retour du père auprès de ses enfants, du compagnon auprès de sa compagne, du fils auprès de ses vieux parents, s'accomplice au plus tard et qu'en attendant le résultat des travaux de papeterie administrative en vue de ce but : la libération. Eugène Vasse puise manger, réconforté par une promesse formelle.

Eugène Vasse est dans l'état physique que vous pouvez supposer : il n'a pas mangé depuis dix jours.

Vite !

Julia BERTRAND,
De la Fédération Nationale de Libre Pensée
et d'Action Sociale.

POUR GASTON ROLLAND ET TOUS LES AUTRES

Assez d'indifférence ! Exigeons l'Amnistie !

Maintenant, nul n'ignore le cas poignant de Gaston Rolland, cette victime type des conseils de guerre. Des hommes de cœur, des écrivains de toutes opinions sont déclarés avec nous que Gaston Rolland devait être libéré. Il doit l'être !

La ne doit pas se limiter notre effort, ni le leur. Il y a dans les prisons, dans les centrales, dans les bagnes, en France, dans les colonies, des dizaines de milliers de malheureux qui endurent eux aussi le martyre. Il y a des jeunes gens, parmi lesquels se comptent par centaines les meilleurs, les plus actifs, les plus courageux de leur génération ; il y a aussi de vieux grands-pères, des vieux territoires frappés par la Guerre qui trainent leur misère, leur désespoir, de bague en bague, sous la capote grise. Il y a enfin tous ceux qui, pour une peccade, constituent la légion des malheureux qui peuplent les ateliers de Travaux Publics et les Pénitenciers.

Il y a encore Cottin, qui effleure le par-dessus de Clemenceau. Il y a enfin Law, qui manifesta sa colère, un jour de 1er mai que les fils étaient particulièrement brûlants. Bouvet s'éteint lentement dans une centrale, sans avoir troubler la quiétude des gens en place devant de la revue. Et Dieudonné, bien qu'innocent, est toujours à Cayenne, où il doit résider à vie.

Toutes ces victimes de la société bourgeoisie à qui fut appliquée, avec une particulière rigueur, le Code, qu'il soit militaire ou civil, doivent être relaxées. Ce n'est pas seulement de clémence qu'il s'agit, c'est surtout de justice.

Cette campagne qui s'ouvre, cette campagne à laquelle doivent participer tous les prolétaires de ce pays, toutes les consciences épries de liberté et de justice, doit s'étendre à l'ensemble du pays.

Toutes les grandes villes, d'abord, puis les centres les moins importants, doivent organiser des meetings, des démonstrations pour l'amnistie. Les oreilles des puissants, des responsables, doivent percevoir ici, là, partout, la voix populaire réclamant les siens.

Assez d'indifférence, assez de pusillanimité, exigeons qu'on nous rende les nôtres.

Le Comité de Défense Sociale.

NOTRE CONCOURS-ENQUETE

Les Partis - Les Hommes IX. - LES CHOMEURS TRAVAILLISTES

corder la moindre confiance aux Chômeurs-Travaillistes.

Nota. — Nous commencerons, dimanche, la publication des réponses qui nous seront parvenues.

MARCEL LAURENT

Falot, étriqué, efface, sans aucune capacité autre que celle de l'intrigue, il parvint cependant à occuper le poste de secrétaire adjoint de la C. G. T. et devint directeur du Peuple, quand l'argent des syndiqués permit aux thuriféraires d'Albert Thomas de lancer un quotidien pour déshonorer un peu plus la classe ouvrière. Cela aurait l'air d'une gageure — et cependant, cela fut.

Souple, retors, maloisi, il savait mieux que quiconque échafauder une motion nègre-blanc dans les congrès — et connaîtait par cœur le chemin qui mène de la rue Lafayette aux antichambres ministérielles.

Il conduisit tout doucement la barque confédérale vers le réformisme le plus plat, lorsque, à la suite d'une séance de la C. A. de la C. G. T., il se trouva en opposition avec quelques autres militants qui penseront que le même Marcel y allait un peu plus.

Alors, il donna sa démission et de secrétaire confédéral et de directeur du Peuple. Ce qui ne faisait pas du tout l'affaire de Jouhaux, qui avait trouvé l'âme sœur dans le remaniement.

Rusé, matin, plein de ressources, il ne se trouva pas sans emploi.

Il monta, avec les fonds de capitalistes républicains et socialistes, une entreprise cinématographique : Germain, qui a pour but de lancer des films de propagande pour le Bloc des Gauches et les petits partis similaires.

Il obtint enfin la place de secrétaire confédéral. Pendant la guerre, il est pacifiste, tout étant cabot d'ordinaire. Mobilisé aux mines de la Loire, il présida le Congrès de la minorité syndicaliste à Saint-Etienne. Mais la guerre dure trop longtemps, et Dumoulin ne veut plus extraire de charbon. C'est trop dur et trop long. Il trouve son Chemin de Damas en plaignant salement la Minorité et en adorant ce qu'il avait brûlé depuis le début des hostilités. Le voilà à nouveau secrétaire confédéral et... jusqu'au boutiste...

On peut dire que Dumoulin est le grand responsable de la scission, d'abord en quittant la minorité, ensuite par son attitude à la C. G. T.

Si Dumoulin n'avait pas sacrifié les principes syndicalistes à ses intérêts personnels, Jouhaux et le collaborationnisme auraient été battus au Congrès confédéral, avant Lille, probablement, et nous ne serions pas affligés de deux C. G. T. et du microbe politique qui n'a pu se développer que dans un syndicalisme anémisé. Les communistes doivent une fière chandelle à Dumoulin.

Si Dumoulin est candidat dans le Pas-de-Calais minier, avec le sectionnement, il sera élu. Et il tiendra bien sa place, car le gai-lard a de l'appétit.

Alors, il finira comme tant d'autres ont fini — sous la peau d'un ministre.

A moins qu'aujourd'hui ses anciens compagnons de travail ne lui décernent la récompense qu'il a si bien méritée : le coup de pied au postérieur qu'il voulait donner à Jouhaux pendant la guerre.

La lutte du Bâtiment parisien

Vers les 5 francs et 4 fr. 75

La lutte est engagée dans le bâtiment et les travaux publics de la Seine, à la suite du dépôt du cahier de revendications. Nombreux sont les patrons qui ont réglé leur personnel. Est-ce l'achèvement vers un lock-out général ?

Quelles que soient les décisions prises par les Chambres patronales il faut que l'action s'amplifie. Déjà plus de 3.000 camarades terrassiers, cimentiers, maçons d'art et manœuvre ont été jetés impitoyablement sur le pavé par le patronat. Qu'attendront ceux qui sont encore sur les chantiers pour agir ? Il faut que dans le plus bref délai, le cahier de revendications soit posé dans tous les chantiers et ateliers. Il faut voir ou venir en venir le patronat.

Il faut aussi que chacun comprenne que c'est sa propre vie qui est menacée. Ce sont les 8 heures que le patronat veut abolir pour revenir ensuite aux bas salaires. Cela, les Gars du Bâtiment et des Travaux publics sans distinction de corporations, iront à la bataille pour le droit de vivre. Il faut aussi que le patronat sache que nous ne le laisserons pas faire, nous employons toutes les armes à notre disposition. Nous étalerons l'impuissant des pa-

car nous nous souvenons aussi bien des assommades à matraques du Congrès de Lille, que des coups de revolver de la Grange-aux-Belles. Rivelli-Treint, Treint-Rivelli... Blanc bonnet, Bonnet blanc.

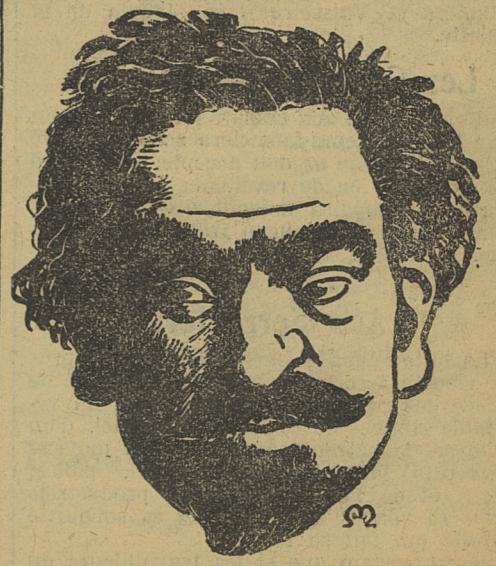
DUMOULIN

Dumoulin Georges commence à militer à Harnes (village minier de la concession d'Courrières, Pas-de-Calais), où il travaillait à la mine.

Adhérent au P. O. F. (quasidrome), il combat Basly et le réformisme à la grève des mineurs de 1902, avec Gondemel, Morel, et sous l'impulsion de Delory, Lebas, Ghyskire, il fonde un nouveau syndicat qui, par la suite, prospère.

Puis, dans ce syndicat qui soutient de dures luttes contre les Compagnies et contre les réformistes, Dumoulin est considéré comme le "lieutenant" de Brautiaux. Le lieutenant a pris du galon depuis.

Sous prétexte d'unité, Dumoulin se livre



à certains marchandages qui le font exclure du syndicat révolutionnaire. Il trimarde un peu, vient à Paris, y travaille comme ferrier et se révèle dans l'ardente équipe de la Vie Ouvrière.

Il obtient enfin la place de secrétaire confédéral. Pendant la guerre, il est pacifiste, tout étant cabot d'ordinaire. Mobilisé aux mines de la Loire, il présida le Congrès de la minorité syndicaliste à Saint-Etienne. Mais la guerre dure trop longtemps, et Dumoulin ne veut plus extraire de charbon. C'est trop dur et trop long. Il trouve son Chemin de Damas en plaignant salement la Minorité et en adorant ce qu'il avait brûlé depuis le début des hostilités. Le voilà à nouveau secrétaire confédéral et... jusqu'au boutiste...

On peut dire que Dumoulin est le grand responsable de la scission, d'abord en quittant la minorité, ensuite par son attitude à la C. G. T.

Si Dumoulin n'avait pas sacrifié les principes syndicalistes à ses intérêts personnels, Jouhaux et le collaborationnisme auraient été battus au Congrès confédéral, avant Lille, probablement, et nous ne serions pas affligés de deux C. G. T. et du microbe politique qui n'a pu se développer que dans un syndicalisme anémisé. Les communistes doivent une fière chandelle à Dumoulin.

Si Dumoulin est candidat dans le Pas-de-Calais minier, avec le sectionnement, il sera élu. Et il tiendra bien sa place, car le gai-lard a de l'appétit.

Alors, il finira comme tant d'autres ont fini — sous la peau d'un ministre.

A moins qu'aujourd'hui ses anciens compagnons de travail ne lui décernent la récompense qu'il a si bien méritée : le coup de pied au postérieur qu'il voulait donner à Jouhaux pendant la guerre.

Le courage civique, la solidarité humaine et ouvrière furent mes religions.

« Homme libre et libertaire de principes et d'action pratique, il me plaît de n'attendre qu'oubli de la part de ceux avec lesquels j'ai combattu l'ennemi commun et même de ceux à qui j'ai voué ma vie.

« Je serais heureux qu'on n'y joignit plus ses calomnies et ses injures gravitives.

« Voilà ! Et maintenant Colomer, je suis prêt à te suivre sur le terrain où ta famille voudra me conduire. »

« Jamais candidat à un mandat politique. Nous enregistrons la promesse.

Mais, si Rivelli tient parole à ce sujet, il n'en reste pas moins un politicien. Car les pires de cette espèce ne sont pas toujours ceux qui agissent franchement avec leurs masques de pâtres au Palais-Bourbon. Monmousseau est plus dangereux que Cachin ; Rivelli est plus odieux qu'Albert Thomas.

Si Rivelli est prêt à suivre Colomer sur le terrain où sa fantaisie voudra bien le conduire, nous ne sommes pas du tout prêts à suivre Rivelli sur aucun des terrains où il opère, pas plus dans les antichambres ministérielles, où il musèle le mouvement ouvrier, que dans les bouges de port, où il prépare ses agressions contre le prolétariat révolutionnaire.

trans, impudent qui peut aller jusqu'au crime quand les malfaçons commises vont jusqu'à menacer les vies humaines. Qu'ils se le tiennent pour dit, c'est l'opinion publique qui sera jugée.

C'est devant elle que va se passer le procès et il ne sera certes pas en leur faveur.

Et maintenant, les gars, à l'action pour défendre nos conditions d'existence.

H. JOUVE.

Aux Charpentiers en bois

Quelques chantiers sont déjà en mouvement depuis les meetings de la 13^e Région. Vous devrez donc tous assister à la réunion de la section qui aura lieu le dimanche 13 avril, à 9 heures du matin, petite salle de grève, Bourse du travail.

A l'ordre du jour : Les revendications et l'action, nomination de deux conseillers et d'un contrôleur. La carte sera exigée.

Le Conseil.

Chez les Menuisiers

Malgré l'action engagée dans un certain nombre de maisons, et malgré le nombre de menuisiers ayant répondu à l'appel de la 13^e Région, les camarades n'ont pas encore tous formulé nos revendications à leurs exploiteurs.

De plus, les bouchers de sinistre mémoire font leur reaparition. Il faut que cela cesse. Il est nécessaire d'organiser des réunions à la sortie des boulots et des chantiers. Que les copains se dépêchent d'envoyer tous renseignements utiles à ce sujet au S.U.B., Bourse du travail.

Les avantages déjà obtenus doivent être un encouragement à continuer. Une assemblée générale aura lieu mercredi prochain, à 18 heures, Bourse du travail. Que tous fassent leur devoir.

Le Conseil.

Sur les chantiers de ciment

A ajouter aux mouvements déjà signalés le vidage des chantiers Haour, rue de Flandre, 143 ; Saintrapt et Brice, rue des Maronniers et Vaiseire aux égouts de la Muette.

Les Carreleurs-Faïenciers

Il est rappelé aux camarades du bâtiment que les carreleurs-faïenciers sont en grève et que personne ne doit accepter du travail de carrelage ou de revêtement, qu'au contraire les copains doivent veiller sur les chantiers à ce qu'aucun travail ne s'effectue.

Le S. U. B.

Aux Serruriers

La lutte engagée dans le Bâtiment, après la riposte féroce du patronat, dépasse le cadre des revendications et devient un véritable combat de classe, dans lequel, d'un côté est le patronat avec tous ses moyens coercitifs (argent, gouvernement, police, etc.) et de l'autre, la classe productive avec sa volonté de vaincre et sa solidarité étroite qui fait sa force.

Il est certain que si les travailleurs du Bâtiment savent se conduire en hommes et ont en eux cet esprit de sacrifice si nécessaire, le résultat n'est pas doux.

Camarades, vous ne resterez pas indifférents devant cet état de choses, vous participez à l'action engagée.

C'est pour envisager tous les moyens à notre disposition afin d'acculer le patronat que nous serons présents à la réunion corporative ce soir, à 20 h. 30, salle Pellioult, Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau.

Le Secrétaire, JUHEL.

Aux jeunes gars de la bâtie

Voici la lutte engagée, les gars du bâtiment se dressent face à leurs exploitants.

Dans cette bataille, les jeunes doivent être au premier rang, car ce sont eux, sans nul doute, les plus spoliés du fruit de leur travail. Les patrons font valoir que les jeunes ouvriers n'ont pas les mêmes besoins que leurs ainés, sans se soucier que la vie a augmenté aussi bien pour les jeunes que pour les vieux. Pourtant à notre âge, nos besoins sont aussi grands, notre appétit aussi fort, sinon plus, et tout est aussi cher pour nous que pour les adultes.

Si nos connaissances techniques ne sont pas très étendues, la force que nous démons dans le travail fait largement l'équivalent.

De plus, nous sommes les premières victimes du régime que le prolétariat subit. Après avoir donné les premières années à nos exploitants, nous sommes obligés d'aller consolider le pilier sur lequel s'appuie la société. Pendant 18 mois, nous sommes contraints de quitter les nôtres pour soutenir et défendre la classe ennemie.

Nous avons à combattre cet état de choses et tous les jeunes copains du bâtiment doivent se joindre à notre effort. Qu'ils soient en avant dans la bataille sur les chantiers et qu'ils viennent à la Jeunesse Syndicaliste du Bâtiment.

La prochaine réunion aura lieu lundi 14, salle de Commission, 1er étage, Bourse du travail, à 20 h. 30.

P. ANDRAUD.

Dans les travaux publics

Les ouvriers réclament le droit à l'existance que des patrons rapaces leur refusent.

L'action de chantiers se poursuit méthodiquement. Journellement nous avons à encastrer de nouveaux lock-out. Aujourd'hui le nombre des terrassiers lock-outés atteint 1.440. Quelques entrepreneurs ont consenti une légère augmentation de salaire, insignifiante par son insuffisance, de 1 fr. 25 par heure, non susceptible de nous faire arrêter le combat dans les entreprises.

Le gouvernement, associé avec les firmes patronales, pousse ces dernières à la résistance dans le but bien évident de mater les énergies ouvrières par la famine.

Où veulent en venir ces Messieurs ? Nous l'ignorons. Mais ce qui est certain, c'est que, forte de la légitimité de nos revendications nous lutterons pour en obtenir l'application ; cela jusqu'au jour où, par notre travail, nous aurons la possibilité d'assurer équitablement notre existence et celle de nos familles.

En attendant, nous multiplierons nos efforts pour que les coups que nous portent le patronat, ne puissent occasionner la démolition de nos camarades, tant recherchée par l'exploitation et les pouvoirs publics.

Déjà, oubliant les héros de la Grande

Guerre, soldats du Droit et de la Civilisation, les Poilius du Chemin des Dames et les champions de la défense de Verdun, tant vantés et tant vénérés par les bourgeois trembleurs et les aristocrates de l'arrière, les étrangers nous remplacent en partie sur les chantiers de l'entreprise Osse, porte de Versailles, sous la garde d'honneur de policiers bien français, en nombre important. Bon Dieu ! comme tout va donc pour le mieux sous le régime de notre honorable République (sans républicains).

Sur le réseau Etaf, un de nos ministres, M. Yves Le Trocquer, comme Trochu, a traité ses compatriotes bretons en donnant des instructions pour qu'ils soient remplacés par des brigades de cheminots peigneurs de rails, recrutés un peu partout dans les centres provinciaux, en leur donnant comme prime à la trahison, une indemnité de 7 francs par jour. Cela dépasse toute imagination quand on pense qu'une partie de ces inconscients sont de la Fédération Unitaire.

Les Syndicats intéressés en ont saisi la Fédération des cheminots qui, n'espérant rien, agira tout au moins dans la mesure de ses possibilités, afin que ses syndiqués ne continuent pas à faire œuvre de briseurs de grève.

Que le Gouvernement de famine, qui appelle de toute sa force répressive et de son autorité les affameurs du peuple, soit persuadé que les pères de famille de la région parisienne (qui, comme l'a déclaré Clemenceau, ont des droits sur lui) ne se décideront pas à quitter leurs foyers pour faire place aux jaunes étrangers que nous mettons dans le même sac que les jaunes nationaux.

Notre amour et notre internationalisme pour la solidarité ouvrière ne permettront pas à nos sentiments humains de faire abnégation de nos droits. Tous les jaunes sont des jaunes, ceux de l'étranger comme ceux d'ici.

Vi le caractère et l'importance de la bataille engagée, nous demandons à nos amis de province qu'ils multiplient leurs efforts et leur vigilance pour closer au pilori les recruteurs de chair à travail spoliés du patronat qui touchent le Denier de Judas pour trahir la cause du prolétariat.

HUBERT.

P. S. — Nous ne pensons pas qu'il soit utile de faire des particularités dans le mouvement engagé en citant tous les noms des entrepreneurs lock-outeurs, vu que le mouvement intéresse tous les ouvriers du bâtiment et des travaux publics qui ne touchent pas les salaires revendiqués : 4 fr. 75 et 5 francs de l'heure.

A los Obreros
de la Construcción de Paris

Camaradas !

La necesidad de que la obra de organización que por el Sindicato Único de la Construcción hemos emprendido culmina en hechos reales, en normas prácticas que señalen el camino que hemos de seguir en lo sucesivo ; el deseo que con vehemencia sentimos de que todos los compañeros españoles residentes en Paris se unan, se mancomunen, se identifiquen con el objetivo

que todos perseguimos, que es sumarnos incondicionalmente a los trabajos de reivindicación, en la conquista de mejoras, así morales como materiales que este Sindicato tiene en vías de realización, os invitamos a la reunión que tendrá lugar el Domingo proximo, 13 de Abril, a las 9 de la mañana en la Casa de los Sindicatos, 8 avenue Mathurin-Moreau (place du Commerce), en la que se discutirán las bases de mejoras planteadas y la autonomía del Sindicato.

El Grupo español del Sindicato Único del Bâtiment de Paris.

LEUR COURAGE

Les Camelots "d'Action française" dépoient et malmenent le vieux chansonnier Achille Le Roy

Tous nos camarades connaissent le vieil Achille Le Roy, Ancien communiste, déporté avec Louise Michel et maintenu fois poursuivi pour ses chansons révolutionnaires, Achille Le Roy est ce vieux camarade que l'on voit, dans les réunions avancées, vendant des insignes ou des chansons.

C'est ainsi que, le lundi 31 mars, Achille Le Roy se rendit à la salle des Sociétés Savantes, où la Ligue des Droits de l'Homme avait organisé une réunion. Comme il arrivait et voulait vendre ses insignes, le malheureux vieillard fut pris à partie par des camelots du roy qui le bousculèrent sans pitié, le frappèrent brutallement et le dépoient et la serviette où il mettait les insignes et les chansons dont la vente lui permit de ne pas mourir de faim.

Tout commentaire est superflu. La lâche sauvegarde des agresseurs suffit à les faire juger.

Mais la serviette dont ils ont dépoient Achille Le Roy contenait pour 150 francs de marchandise et l'on sait que notre vieux camarade est sans ressources. Nous pensons donc que nos lecteurs et nos amis auront vite fait de rendre cette somme au vieux communiste. Qu'ils envoient leur oblige à Pierre Lentente, au journal, qui la fera parvenir à Achille Le Roy.

Les malheurs d'un forçat

Le Havre, 10 avril. — La police a arrêté aujourd'hui, à l'arrivée du paquebot « Lafayette », le forçat Marcel Gérard, âgé de 38 ans, condamné à la rélegation, par le tribunal de la Seine, en avril 1913.

Il tenta une première fois de s'évader de Saint-Jean du Maroni en 1914, mais il fut appréhendé, dans sa pirogue, en mer. Un an après il partit sur un radeau, qui coula, et en décembre 1916, pour la troisième fois, il s'évada avec huit autres forçats.

Le gouvernement, associé avec les firmes patronales, pousse ces dernières à la résistance dans le but bien évident de mater les énergies ouvrières par la famine.

Où veulent en venir ces Messieurs ? Nous l'ignorons. Mais ce qui est certain, c'est que, forte de la légitimité de nos revendications nous lutterons pour en obtenir l'application ; cela jusqu'au jour où, par notre travail, nous aurons la possibilité d'assurer équitablement notre existence et celle de nos familles.

En attendant, nous multiplierons nos efforts pour que les coups que nous portent le patronat, ne puissent occasionner la démolition de nos camarades, tant recherchée par l'exploitation et les pouvoirs publics.

Déjà, oubliant les héros de la Grande

RÉPONSE à une camarade

J'ai reçu, au sujet de ma copie du 28 mars : « leur Progeniture », quelques objections d'une camarade. Je résume sa lettre, ne pouvant la publier :

Selon elle, les bourgeois ne haïssent pas les anarchistes ; il les ignorent.

Il ne faut pas que je les méprise, mais que je les instruisse, que je les persuade.

« Le Libertaire » se fait du tort, ajoute-t-elle, en faisant voisinier des cris de haine et des ricaines de mépris avec les idées belles et généreuses qui devraient se faire habiter ses colonnes... »

La camarade me demande aussi de lui indiquer les grandes lignes de la société après la Révolution, et termine par ces mots : « Je serais curieuse de savoir ce que deviendraient les tares et les paresseux dans ce paradis des travailleurs... »

Non, je ne crois pas que les bourgeois soient bourgeois délibérément. Ils sont bourgeois par atavisme, par une sorte d'instinct conservateur qui les conduit à garder par devers eux, comme quelque inutile de famille inutile et piquet des vers, les idées transmises par leurs ascendants.

Ils sont bourgeois parce qu'ils ne pensent pas qu'ils puissent être autre chose.

Ils ignorent les théories anarchistes : soit, ils ignorent notre Idéal, notre but, nos souffrances, autant que la grandeur de nos âmes, notre solidarité, notre amour... »

Ils ne voient en nous que des êtres sauvages, révoltés sans raison, armés, les uns d'armes à feu, les autres d'idées mauvaises, nuisibles à toute tranquillité.

Ils donnent au mot anarchie un sens analogue à celui du mot gabegie. L'anarchiste est l'homme dangereux qui veut tout casser, tout démolir. C'est aussi le paresseux, l'ivrogne, le repris de justice... C'est un athée, un taré — un monstre.

Voilà ce que pensent les bourgeois. Donc, ils nous ignorent, en général ; mais à qui la faute ? Au lieu de lire des feuilles de choux à l'usage des concierges et des croquants, ou de superbes journaux conservateurs, qui récitent les bonnes plaintes cotumières (de vote) ; Poincaré fait un discours ; la patrie : le vol d'un collier ; un rediscours de M. Poincaré, etc...), pour qui ne jettonnent pas les yeux sur nos journaux ? Ils sauraient enfin qui nous sommes. Et si les journaux ne suffisent pas, qu'ils potassent des bouquins traitant de nos efforts... »

Certains le font. Alors, nous connaissant, ils nous haïssent.

Le bourgeois hait l'anarchiste parce que celui-ci a des idées trop élevées pour la compréhension atrophisée de la clique bourgeois.

Il hait parce que l'anarchiste se plait à mettre devant ses yeux l'image de la misère, le vrai portrait des idoles de la foule : politiciens, officiers, magistrats. Il le hait parce que l'anarchiste dévoile tout ce qui se cache, qu'il flétrit toute laideur morale, qu'il porte aussi haut ses vices que ses vertus — en un mot parce qu'il combat l'hypocrisie.

Il hait l'anarchiste, le bourgeois, parce qu'il trouble sa quiétude, et le force à réfléchir à toutes erreurs humaines : erreurs morales, sociales, matérielles.

Et ce sont ces gens-là que je dois persuader ! Allons donc ! Autant prêcher le christianisme à une réunion de molusques fixés aux roches !

Et pourtant ! Quelle immense bonté est en nous ! Quel immense amour en nos cervelles ! Un seul geste vers nous, et nous leur donnons, à ces bourgeois — des hommes après tout — cet amour et cette bonté !

C'est pourquoi, sans juger nullement le Libétaire, je trouve cependant qu'il a raison de crier partout, de flétrir les êtres vils ou méchants qui nous entourent : il faut se défendre — c'est une nécessité.

Quant aux grandes lignes de la société après la Révolution, je laisse à ma correspondante le soin de lire les œuvres de Kropotkin, de Sébastien Faure et d'autres auteurs qui traitent de ce sujet plus complètement que je ne pourrais le faire ici. Qu'elle lise notamment « Mon Communisme » de Sébastien Faure.

A. GAUCHOIS.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

« La loi de six ans »

Heureusement qu'elle ne s'applique pas aux militaires, mais aux députés. A la veille de se séparer, nos représentants ont compris le danger des élections. Peut-être ne siégeront-ils plus à la prochaine législature, leurs mandants n'ayant pas à les élire.

Nos députés pensent à l'avenir, au leur survie, et ne voulant pas tous les quatre être menacés d'être débarqués, ils ont décidé de siéger six ans, à partir de la prochaine législature.

Mais la Chambre sera renouvelée par tiers tous les deux ans. Nous assisterons donc tous les deux ans à la comédie électorale, et nous ne manquerons pas, nous autres, anarchistes, d'en profiter, pour montrer aux électeurs l'inutilité des lois et de ceux qui les fabriquent.

Aujourd'hui, les travaux de la Chambre seront probablement terminés. Et nous ne reverrons nos députés que le 1er juin prochain.

Ceux qui seront réélus, naturellement. Les autres attendront deux ans pour arracher au peuple un nouveau mandat. Et le peuple, qui oublie trop vite le mal qui lui est fait par tous ces avocats sans cause, continuera longtemps encore à accorder sa confiance à ceux qui le dépoient et qui qui perpétuent la société bourgeoise dont il est l'éternelle victime.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

Pour les mômes

Le camarade Piersault, 15 rue des Lilas, Paris, est dans la misère. Que les camarades lui viennent en aide en lui adressant des secours d'argent ou des vêtements pour les petits : garçons : 7 et

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le Sénat avait hier à se prononcer sur le projet de loi, accepté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit de cinq millions de francs, au ministre des Affaires étrangères, pour assistance aux Français détenus en Russie.

M. de Monzie, sénateur du Lot, profita de l'occasion pour poser au président du Conseil un certain nombre de questions sur la politique qu'il entendait suivre à l'égard de la Russie. Le sénateur du Lot, n'est pas un révolutionnaire, bien loin de là, mais c'est un bourgeois intelligent qui estime que puisque l'Angleterre, l'Italie, toutes les grandes puissances, exploitent la Russie et profitent de ses richesses, la France a tort de ne pas faire la même chose. M. de Monzie est aussi un bon parlementaire et cause selon le public qu'il a en face de lui. Lorsqu'il y a quelques mois l'eus l'honneur de lui faire la contradiction au « Club du Faubourg », il affirma qu'il n'était pas question de demander à la Russie de reconnaître les dettes du tsarisme, mais simplement de renouer les relations commerciales et diplomatiques, sans conditionner ces reprises au paiement par la Russie de l'argent qu'elle doit à la France.

Le Sénat, c'est un autre son de cloche, et le sénateur du Lot pense qu'il faut se garder de suivre l'exemple de l'Angleterre. Avant de reconnaître le gouvernement russe, il faut obtenir des garanties pour notre créance. Il est temps d'entrer en rapport avec cette malheureuse Russie, autrefois notre alliée. Attendre ? Pourquoi ? Pour que le temps fasse notre œuvre ? M. Clemenceau, dont nous avons partagé toutes les apothéoses, mais non les doctrines, disait : « Je ne veux pas transiger avec les Soviets. » Je vous demande, monsieur le président du Conseil, de lever ce veto : je vous prie, avec l'ardeur d'une conviction réfléchie, de causer aujourd'hui et de parvenir demain. Ce faisant, vous mettrez de la clarté dans notre politique française. »

M. Poincaré, qui se refuse systématiquement à répondre aux questions qui lui sont posées à la Chambre par les communistes, consent à donner quelques explications à M. de Monzie.

Le 22 février dernier, j'écrivais à notre ambassadeur à Washington une lettre où je précisais les conditions déjà posées à Cannes, à Gênes et à La Haye, auxquelles la France est disposée à relâcher des relations avec le gouvernement soviétique.

Ces conditions sont les suivantes : 1° les Soviets doivent reconnaître les dettes contractées par le gouvernement russe à l'égard des particuliers français et s'engager, par une entente directe avec les porteurs ou les représentants des porteurs de titres russes, à reprendre le service de la dette russe ;

2° La France renoncerait à toute demande de réparations pour l'abandon où la Russie l'a laissée en pleine guerre, abandon qui a prolongé d'un an la guerre européenne. Soit dit en passant, M. de Monzie paraît avoir oublié ce dernier détail. (Très bien !) La France serait en outre disposée à ne pas réclamer à la Russie les sommes qu'elle lui a prêtées pendant la guerre, à la condition que, en retour, la Russie renonce à lui demander des indemnités à propos des opérations qui ont été dirigées contre le gouvernement soviétique, soit en Russie orientale, soit en Sibérie ;

3° Si les Soviets maintiennent la nationalisation des propriétés en Russie, il convient qu'ils indemnissent les Français les édes de ce fait. »

Nous ne savons pas ce que fera le gouvernement des Soviets, avec lequel nous n'entretenons des relations qu'à travers le grillage des prisons, mais nous estimons que s'il est impossible à une nation de s'isoler et de vivre économiquement sans l'aide des puissances voisines, nous résistons et resterons les adversaires d'une reconnaissance, qui consiste à obliger le peuple russe à travailler pour payer des dettes contractées sous le régime tsariste et dont il n'a pas profité.

M. Poincaré a ensuite déclaré que si le gouvernement russe se pliait aux exigences du capitalisme français, la France n'intervenirait pas dans les conflits qui pourraient surger entre la Russie et les nations tsarophiles. Pas moins. Mais lorsque M. Poincaré parle de la France, surtout lorsqu'il s'agit de guerre éventuelle, il ne devrait pas oublier que le prolétariat de ce pays ne consentirait peut-être pas bêtement à se faire massacrer pour les capitalistes polonais et roumains qui n'ont rien

à voir et à faire en Russie, pas plus du reste que la bourgeoisie française.

Malgré l'attitude présente de M. Poincaré, qui a déjà mis de l'eau dans son vin, la Russie sera avant peu reconnue par la République française, comme elle le fut par l'Italie de Mussolini et l'Angleterre de Mac Donald. Elle rentrera alors dans le grand concert des « nations civilisées », mais son prolétariat devra, comme par le passé, s'organiser économiquement pour lutter contre le capitalisme et la bourgeoisie internationale, pour le triomphe de la cause révolutionnaire et l'abolition du salariat et du patronat.

En lisant les autres...

ANGLETERRE

IL N'Y A PAS QU'EN FRANCE !

Londres, 10 avril. — Hier soir à la Chambre des Communes au cours du débat sur la question de l'expulsion des locataires, M. Hamery présente le côté pathétique de l'affaire. M. Buchanan fit une réplique parfumée de gros mots. Le speaker étant intervenu, il semblait que l'incident fut clos, cependant M. Hamery ayant rejoint M. Buchanan dit à ce dernier : « Vous avez dit... ? » Cela » se rapportant aux gros mots. Comme une réponse affirmative lui fut donnée, M. Hamery dit à M. Buchanan : «... Eh bien ! prenez ceci ! » et il le frappa d'un coup de poing au visage. M. Buchanan allait riposter lorsqu'il fut empêché par ses collègues.

L'incident se termina ainsi, mais les autres députés continuèrent à discuter dans les couloirs des Communes pendant un long moment.

Il n'y a pas qu'en France que le spectacle réjouissant des séances de boxe parlementaire se produise — et c'est, ma foi, ce que les députés peuvent faire de mieux. Pendant qu'ils se f... sur la poire, ils ne font pas de mal à leurs électeurs.

Le seul regret que l'on puisse exprimer, c'est de n'en pas avoir vu se tuer. Quel dommage !

VERS LA GREVE DES MINEURS

Londres, 10 avril. — C'est M. A.-J. Cook, un mineur du sud du pays de Galles, qui vient d'être nommé secrétaire général de la Fédération des mineurs, en remplacement de M. Hogge, qui fait maintenant partie du cabinet. Le nouveau promu, qui fut condamné à différentes peines d'emprisonnement en 1918 et en 1921, a déclaré aujourd'hui même qu'il est « toujours aussi rouge qu'auparavant, avec tout ce que cette affirmation peut comporter. »

LES GREVISTES DE SOUTHAMPTON NE VEULENT PAS REPRENDRE LE TRAVAIL

Londres, 10 avril. — Les ouvriers grévistes des chantiers de constructions navales de Southampton ont décidé aujourd'hui, en dépit des « recommandations » qui leur avaient été faites par les chefs de leurs syndicats, de reprendre le travail demain, — de continuer la grève jusqu'à ce qu'ils aient obtenu plein succès.

Dès ordres, paraît-il, ont été immédiatement donnés pour que les indemnités de grève soient suspendues.

Nous attendons d'autres informations, celles des agences étant plutôt tendancieuses.

ITALIE

LE TREMBLEMENT DE TERRE D'ORVIETO

Rome, 10 avril. — On mande d'Orvieto qu'au cours du tremblement de terre qui s'est produit la nuit dernière à Orvieto et dans la région avoisinante, plusieurs maisons ont été endommagées.

Les secousses se continuent encore aux abords d'Acquapendente ; il n'y a heureusement pas de victimes.

A Rome, les sismographes ont enregistré des secousses légères.

RUSSIE

LA REVOLTE DU TURKESTAN

Riga, 10 avril. — Une expédition punitive est partie hier de Moscou pour le Turkestan dans le but de mettre fin à la révolte contre le régime bolcheviste. La Légation soviétique déclare qu'à la tête de l'expédition se trouve M. Djorjinsky, chef de la Tcheka, connu sous le nom de « Pape Noir » du Bolchevisme. — (Radio.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE

DU 11 AVRIL 1924. — N° 5.

FUMÉE

par Yvan TOURGUENIEFF

CHAPITRE IV

— En second lieu, continua Mme Soukhantchikof, en inclinant humblement la tête vers Goubareff, Prascovia Iakovlevna me l'a dit à moi-même.

— Vous avez trouvé là sur qui vous appuyer ? Elle et Sarkisoff sont les premiers faiseurs de fausses nouvelles.

— Excusez-moi, Sarkisoff est un menteur, c'est vrai ; il a même dérobé le drap qui couvrait le cercueil de son père, je ne députerai jamais la-dessus, mais Prascovia Iakovlevna, quelle différence ! Souvenez-vous comme elle s'est noblement séparée de son mari. Mais, je le sais, vous êtes toujours prét...

— Finissez, Matrena Semenovna, laissez-nous ces récriminations et occupons-nous de choses plus élevées. Vous savez que chez moi brûle toujours le feu sacré. Avez-vous lu « Mademoiselle de la Quintinie » ? Quelles délices, et cette fois ce sont bien les vôtres principes !

— Je ne lis plus de romans, répondit séchement Mme Soukhantchikof.

— Pourquoi ?

— Parce que le temps n'est plus aux romans ; je n'ai à présent qu'une seule chose en tête : les machines à coudre.

— Quelles machines ? demanda Litvinoff.

— A coudre, à coudre... Il faut que toutes les femmes se fournissent de machines à coudre et constituent une association ; de cette façon elles gagneront toutes leur pain et parviendront à être indépendantes. Autrement elles ne pourront jamais s'émaniper. C'est une grave, très grave question sociale. Nous nous sommes disputés à ce sujet avec Boleslas Stadnitzki. C'est une admirable nature que ce Stadnitzki, mais il considère beaucoup trop légèrement ces choses. Au fond, c'est un imbécile.

— Il viendra un temps où tous auront à rendre compte de leur conduite, dit lentement Goubareff, d'un ton moitié magistral et moitié prophétique.

— Oui, oui, répéta Bambareff, on rendra compte. Eh bien ? Etienne Nikolaïevitch, ajouta-t-il en baissant la voix, l'ouvrage avance-t-il ?

— Je rassemble les matériaux, répondit Goubareff en fronçant le sourcil, et se tournant vers Litvinoff qui commençait à avoir des nausées de cette omelette de noms inconnus, de cette rage de cancans, il lui demanda : De quoi vous occupez-vous ?

— Litvinoff satisfait sa curiosité :

— Ah ! c'est-à-dire de science naturelle. Mm... mm... C'est très utile comme école, mais non comme but. Le but doit être

autre maintenant. Permettez-moi de vous demander quelles sont vos opinions ?

— Mes opinions ?

— Oui, c'est-à-dire quelles sont vos convictions politiques ?

— Litvinoff sourit :

— En réalité, je n'ai aucune conviction politique.

— A cette réponse, le gros monsieur, assis dans un coin, leva subitement la tête et regarda fixement Litvinoff.

— Comment cela se fait-il ? dit avec une amertume affectée Goubareff. N'y avez-vous jamais songé, ou êtes-vous déjà blasé ?

— Comment vous dire ? Il me semble que pour nous autres Russes c'est encore trop tôt d'avoir des convictions politiques ou de nous imaginer que nous en avons. Remarquez que je donne au mot « politique » la valeur qui lui appartient de droit et qui lui ait prêté.

— Ah ! ah ! vous êtes de ceux qui ne se croient pas mûrs, dit avec la même amertume Goubareff et s'approchant de Vorochiloff, et se tourna vers Litvinoff qui commençait à avoir des nausées de cette omelette de noms inconnus, de cette rage de cancans, il lui demanda : De quoi vous occupez-vous ?

— Litvinoff satisfait sa curiosité :

— Ah ! c'est-à-dire de science naturelle. Mm... mm... C'est très utile comme école, mais non comme but. Le but doit être

autre maintenant. Permettez-moi de vous demander quelles sont vos opinions ?

— Oui, par rapport aux principales bases, mais je ne souscris pas aux conséquences qu'en tire.

— André Ivanovitch m'a pourtant loué cette brochure. Vous me développerez vos divergences.

— Ordonnez-vous de le faire par écrit ?

A TRAVERS LE PAYS

UN CAMBRIOLEUR, SURPRIS, EST ABATTU

D'UN COUP DE REVOLVER

Versailles, 10 avril. — La nuit dernière, un homme était surpris par le docteur Demarquet, dans la villa de ce dernier, 5, avenue de la Mairie, à Abloin. Le cambrioleur engagea une lutte désespérée avec le docteur et réussit à s'enfuir par la fenêtre. Mais M. Demarquet fit feu dans sa direction, le blessant mortellement. Son cadavre a été relevé dans le jardin ce matin. On a trouvé sur lui deux revolvers et des ampoules de morphine et de chloroform. Il avait dérobé chez le docteur. On n'a pu encore l'identifier.

Il avait cambriolé, avant de s'introduire dans la villa Demarquet, deux autres maisons à Abloin : celles de M. Bezin et de M. Beauvais, rue Demour.

Ses poches contenait différents objets volés à ces deux endroits. Le Parquet de Corbeil enquête.

PAS SI BETE QUE CELA !

Chalon-sur-Saône, 10 avril. — La police de Chalon-sur-Saône a arrêté Henri Gauthier, 36 ans, mécanicien aux Verrières de Saint-Gobain, à Chalon, qui avait volé 20.000 francs dans la caisse de l'usine pour payer les frais de construction d'une petite maison qu'il s'était fait édifier sans en avoir les moyens.

EH, ma foi ! la manière était ingénieuse. Pour une fois que ce n'était pas le patron qui volait, on aurait tort de s'indigner. Du reste, les 20.000 francs devaient provenir de pas mal de spoliations patronales.

LE CONFLIT DES MIDINETTES DE BORDEAUX

Bordeaux, 10 avril. — Réunies à la Bourse du Travail, les midinettes ont reçu communication de la réponse du syndicat patronal, qui refuse d'adhérer à leurs revendications sous prétexte que le coût de la vie est en décroissance.

Elles ont voté un ordre du jour « manifestant leur intention de répondre à ce refus par une décision énergique, pouvant aller jusqu'à une ultime action » : elles font confiance au syndicat ouvrier pour demander une nouvelle entrevue, espérant que cette dernière tentative de conciliation sera comprise par le syndicat patronal, et lui laissant, pour le cas contraire, toute la responsabilité des décisions pouvant intervenir.

DERNIERE HEURE

Hugo Stinnes est mort

Une dépêche de Berlin nous apprend que Hugo Stinnes est mort hier soir à 20 h. 30.

Il était le plus colossal capitaliste d'Allemagne. A la tête de 60 mines, directeur d'innombrables compagnies de navigation, de fabriques de papiers et d'usines de produits chimiques, il devint à la déclaration de guerre l'un des magnats de l'Allemagne et l'un des grands profiteurs de la misère du prolétariat d'outre-Rhin.

Il était le plus rayon d'influence en Autriche, en Hongrie et jusqu'aux Soviets où il s'efforça d'obtenir des concessions. Il disposait pour ses affaires personnelles d'un nombre considérable de périodiques. Il était le Macchiavel du capitalisme international.

C'est ainsi qu'il réalisa des bénéfices énormes, grâce à la chute du mark qui lui permit de développer son outillage et d'exporter en abondance, à la faveur de la dépréciation de la main-d'œuvre.

Récemment on l'avait appelé aussi le marquis Stinnes de Carabas.

Sa disparition ne sera pas sans influencer fortement l'ensemble de la politique du Reich.

Pour la libération de J.-B. Acher

Dans sa réunion du 1er avril, le Comité fédéral de la Fédération Esperantiste Ouvrière s'est élevé contre l'incarcération de J.-B. Acher « le poète » et a envoyé le télex suivant :

« President Directoire Madrid, Fédération Esperantiste Ouvrière, Paris, prie votre Excellence intercéder pour grâce J.-B. Acher « le Poète » pour la Justice. »

Les balances de la Justice

LA XII^e CHAMBRE

Les derniers jours de la semaine, dans la salle d'audience aux vitres poussiéreuses, défilent en se dandinant les canards de toutes nuances depuis l'*'Humanité* jusqu'à l'*'Action Française*. Ils essaient de se battre mutuellement en parlant de liberté de la presse, puis demandeurs puis défendeurs, puis demandeurs puis défendeurs. La voix de leurs avocats tonne, croasse, s'éteint, s'éteint après des modulations, pour renaitre. Les amènes s'abattent, les dommages-intérêts sont accordés ou refusés. On s'est injurié, on a menacé, on a foulé avec des mains sales des vies qui sont parfois propres, on a parlé de tout, sauf d'idées et la comédie recommence à huitaine souvent.

Hier la journal que ne lisent pas les imbeciles poursuivait l'aimable Léon en diffamation pour une quarantaine d'articles. L'*'Action Française</i*

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Dans le bronze de Paris. — Afin d'envisager la situation et la réponse à faire en cas de manœuvres, il faut que chaque camarade apporte son point de vue et prenne ses responsabilités. Aussi venez tous aujourd'hui à la réunion qui aura lieu à 18 h. 30, Bourse du travail, salle Jean-Jaurès.

Dans l'Alimentation de Paris. — Les deux mille cuisiniers qui s'étaient réunis mercredi à minuit, à la Bourse du travail, sont décidés à faire accepter par les patrons, leur cahier de revendications.

Celui-ci contient plusieurs clauses importantes. Une sur l'amélioration des conditions d'hygiène des sous-sols, cuisines et offices ; une autre concernant l'augmentation des salaires.

Au cas où les patrons se montreraient intransigeants, les cuisiniers sont décidés à se joindre aux boulanger et autres catégories de l'alimentation qui se serviront de l'occasion des jeux olympiques pour obtenir satisfaction.

Dans les cuirs et peaux de Romans. — La grève générale fait son plein. Les patrons osent dire que nos demandes d'augmentation ne sont pas justifiées. Nous leur prouverons que nous sommes décidés à obtenir ce qu'ils ne veulent pas nous donner de bon cœur. Ils doivent déjà s'en apercevoir car notre grève est un succès complet. Ils refusent de nous donner les quelques sous qu'ils nous font pour vivre. Ils seront peut-être un jour obligés de rendre les millions gagnés en certaines affaires...

m'affirmer là où il y a danger à le faire. Et changer de patron ne m'a jamais effrayé au point d'oublier de faire mon devoir de militant dans l'usine.

Sachez encore ceci : le Congrès avait lieu le dimanche 20 mars. Or, le 2 avril je ramassai mes outils et quittai la maison Rossengard sur une question de principe qui pourtant ne jouait que sur cinq centimes de l'heure. C'est à l'usine que cela se passe et non pas à la tribune.

J'ai d'ailleurs la certitude que nombreux sont ceux qui ont de moi une autre opinion que la vôtre et même parmi vos amis, ne serait-ce qu'à Audincourt ou à Tours.

Enfin, inutile de dire que je n'ai jamais refusé de prendre la parole nulle part et je mets Poussel au défi de prouver ce qu'il affirme. Il ment encore, c'est chez lui fonction naturelle, quand il écrit que je n'étais pas délégué de mon usine au Congrès. Il sait qu'il peut trouver auprès de son ami Pelletier, secrétaire de la Commission d'organisation, mon mandat signé d'u... dizaine de camarades qui voudraient bien rester après la réunion pour remplir cette petite formalité dont l'était certain d'avoir besoin, en face de la mauvaise foi orthodoxe. Je ne m'étais pas fait illusion.

Ce qu'on ne me pardonnera pas, c'est d'avoir montré que la grève qu'on voulait déclencher à l'heure choisie devait servir les intérêts électoraux d'un parti politique. J'ai brouillé tes dominos, tant pis. Que les copains des usines se rendent compte où se trouvent leurs véritables amis, soit près d'eux à l'atelier, soit chez les « travailleurs honoraires » ! Et ils auront un point à marquer à leur avantage dans la bataille sociale.

L. CHEVALIER.

Un mot à ajouter

Poussel avait une belle occasion de se taire, mais allez donc imposer silence à un soldat rouge dans l'exercice de ses corvées.

La circulaire si peu confidentielle, dont il reproche la lecture à Chevalier, mais c'est un peu le secret de Polichinelle.

Massot et moi, nous en élions possesseurs comme Chevalier, et si nous ne l'avions pas utilisée à la première session, le 9 mars, c'était simplement pour juger de la capacité révolutionnaire » de nos foudres de guerre sociale.

Une fois de plus, nous avons constaté que les bouillants animateurs s'étaient dégonflés. Et c'est d'accord avec nous tous que Chevalier a donné connaissance de la bizarrie conduite de nos stratèges du café de la Paix... sociale.

Tartarin n'est pas mort... et ce n'est pas lui qui tuerà le Comité des Forges.

B. BROUICHOIX.

LA « FAMILLE NOUVELLE »

Un modèle d'orthodoxie

Les trois moscouloires qui dirigent par surprise et provisoirement la « Famille Nouvelle » ont droit à des mentions spéciales comme indignes d'occuper des fonctions dans le mouvement ouvrier.

Commencons par Guillot, dit Zozo et surnommé la Limace. Les sobriquets suffisent à le peindre. C'est un nourrisson à biberons multiples. L'année dernière, il était délégué à la propagande. Comme ses cordes vocales sont aussi éloquentes que celles d'un pendu, et après avoir été giflé bruyamment à l'Egalitaire en « faisant de la propagande », il fut déclaré incapable de continuer. Et comme il lui fallait encore du lait, Zozo devint administrateur de notre coopérative.

C'est un professionnel indiscutable. Il fait dans l'épicerie comme Bois dans le dessin et comme Wirth dans la fraise. Zozo est du syndicat des épiciers, et à la Bellevilloise on fait encore des gorges chaudes sur ses capacités à évoluer dans les rayons alimentaires. On s'aperçut vite qu'il était surtout bon à... passer à la caisse. Et par pitié, on le conserva... pour rincer les bouteilles à pharmacie. Là encore, il fit valoir ses talents en servant du pernambuc pour le quinquina.

Mais c'est surtout pendant la guerre du droit qu'il se distingua. Embauché chez un mercantil qui se spécialisait dans les nouilles, Zozo, après avoir réduit le macaroni en vermicelle, fut expulsé du magasin et affecté au service particulier du commerçant. C'est lui qui lavait la vaisselle et menait jouer les mères au square Montholon.

A la « Famille Nouvelle », il est toujours le bonne d'enfants », et c'est lui la machine à signer de « l'ouvrier vanné » Henriet, un gamin également inconnu.

A la C. E. confédérale, il se fit surtout remarquer comme limacon. A tel point qu'il fut nommé délégué au Congrès des Usines de la Métallurgie parisienne et de la Voiture-Aviation, déclare :

La grève générale reste l'arme suprême du prolétariat, mais la situation économique actuelle est défavorable à une grève générale corporative.

La grève perdue (diminution de production) est préférable à la grève hors l'usine — étant données les conditions actuelles de la vie — pour un mouvement corporatif et revendicatif ;

La grève à l'usine n'aboutit pas nécessairement à la prise de possession des usines.

Ses résultats, pour développer l'esprit révolutionnaire des ouvriers, sont bien supérieurs à la grève dans la rue ; et, pour le patronat, l'ouvrier qui fait grève à l'usine est bien plus redoutable que l'ouvrier qui quitte l'usine.

La Minorité syndicaliste de la Seine présente actuellement la grève perdue et la grève sur le tas de préférence à la grève ordinaire et à la grève générale.

Aux Syndiqués Machinistes

Le Conseil vous rappelle à votre devoir syndical, car après tous les tracts journaliers qui vous ont été envoyés dans les théâtres, vous avez pu vous apercevoir que notre Organisation prenait des forces pour combattre, de plus en plus, nos exploitants, et il faut que vous soyiez tous décidés à lutter d'une façon énergique contre la vie chère, qui malgré la hausse du franc, nous accable toujours et continue à vous faire souffrir, pendant que les patrons, plus actifs, plus raisonnés et plus disciplinés continuent à s'organiser de façon à profiter de tous les avantages que la Société leur donne.

Camarades, allons-nous en rester là ? Votre Conseil ne le croit pas et vous déclarez qu'il va falloir réagir de toute l'énergie de notre Organisation afin de faire sortir des caisses de nos exploiteurs le minimum de ce qu'il nous faut pour vivre. Il faut bien que ces derniers apprennent que nous savons parfaitement que ces deux années qui vont suivre seront d'un grand profit pour eux. Nous devons leur faire comprendre que nous voulons une partie de ces bénéfices qui vont se réaliser dans ces prochaines années.

Camarades, si nous ne savons pas en profiter, tant pis. Cette situation en incombera au mauvais volonté qu'auront mis nos camarades machinistes professionnels en ne venant pas se grouper autour de nous pour grossir la grande famille syndicale qui est seule à faire face à nos exploitateurs organisés. Si nous avons le courage et l'idée absolue de nous défendre, la vie nous sera assurée.

Aussi nous ne voulons pas penser un seul instant que les camarades failliront devant toutes les menaces qui pourront leur être faites et répondront en masse à l'Assemblée générale qui se tiendra le dimanche 13 avril 1924, à 10 heures précises, salle Perrault, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Le Secrétaire, NOUMINOUS.

P. S. — Le Conseil rappelle aux cam-

Pour les dockers de Marseille

Nous adressant aux unitaires et aux révolutionnaires, nous lançons un appel en faveur des dockers et charbonniers unitaires de Marseille.

Près de 3.000 de ces ouvriers sont venus à notre réunion donnée à la Bourse du travail.

Appelée à se prononcer sur le nouveau contrat de travail signé d'un côté par les entrepreneurs de manutention, de l'autre, par des individus sans autorité et sans mandat, dont la plupart n'appartiennent même pas à la corporation des dockers et que le préfet des Bouches-du-Rhône a couvert du reste de son humiliante protection, l'assemblée a décidé de protester énergiquement et elle a jugé de plus, que la corporation ne saurait être liée par un acte et des décisions émanant d'une petite minorité de mercenaires.

Le bureau unitaire a pris des dispositions en conséquence et d'accord avec ses mandants il a réussi à provoquer sur certains points des arrêts de travail. Mais et cela va de soi, les coûts-forts de nos employeurs ayant à en souffrir, il a suffi de deux ou trois arrêts consécutifs pour qu'une force policière, comme on en voit peu, fut dirigée sur les quais pour entraver une propagande et une action qui portaient si bien leurs fruits.

Depuis, la police traque sans merci et sans pitié les nôtres, les arrêtant et les fouillant sans raison aucune, conduisant au poste ceux qu'elle trouve porteurs de notre carte rouge unitaire, allant même jusqu'à menacer d'expulsion les camarades étrangers.

Mais si nous sommes de ceux dont rien n'abat l'énergie, dont rien n'entrave la volonté de vaincre, nous n'en devons pas moins de faire connaître la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons. Nous sommes environnés d'un monde d'ennemis et nous trouvons en face de nous et unis pour tuer notre organisation : patronat, police et certains majoritairement.

Nous pourrons demain succomber si l'on ne répond pas à nos appels... si la solidarité des travailleurs ne se fait pas plus agissante. A l'aide, croyons-nous donc. Notre cause est vide ? Que les gros sous des unitaires et des révolutionnaires et même de tous ceux sans distinction de tendances viennent l'alimenter ?

Que chacun comprenne que notre jeune syndicat « unitaire » ne pourra mener à bonne fin son œuvre d'épuration et de solidarité syndicale, ne pourra ramener la confiance dans la corporation et lui redonner la face et l'énergie d'autan, si resté plus longtemps livré à lui-même et sans soutien, s'il est obligé, sans ressources, de lutter avec ses puissants ennemis.

Le Conseil.

N. B. — Les fonds doivent être envoyés au camarade Béveraggi, secrétaire du syndicat Dockers et Charbonniers « Unitaires », 6, rue Peyssonnel, Marseille.

A nos Abonnés

Afin d'éviter l'interruption des envois et l'embouteillage de nos services, nous prions instamment nos abonnés qui ont reçu une circulaire les avertissant que leur abonnement finit le 25 courant, de bien vouloir nous aviser d'urgence s'ils désirent continuer à recevoir le journal.

Communication syndicaux

Boulanger. — Ce soir, à 17 heures, assemblée générale trimestrielle, salle Bondy, Bourse du Travail. Compte rendu de la délégation au Syndicat.

Ouvriers des Carrières à grès. — Réunion de la Section de Paris dimanche 13 avril, à 9 h.

Permanence de 9 heures à midi, à la Forge, pour la mise à jour des cartes pour le fer mai.

Employés de Banque et de Bourse. — Assemblée générale demain samedi, à 15 heures, Bourse du Travail.

A l'ordre du jour : L'Action et la Fusion.

Syndicat unique des P.T.T. — Groupe des Professionnels (Service pneumatique) : Réunion à 17 heures, annexe de la Bourse, 20, rue du Boulay.

9^e Groupe : Réunion à 20 h. 30, café des Iris, 7, rue Rochechouart.

Commission exécutive à 20 h. 30, au siège, bureau 30, 2^e étage. Ordre du jour : Assemblée générale.

G. I. des 5^e et 6^e. — Réunion de tous les délégués, à 20 h. 30, salle Salses, 6, rue Lanneau.

Ordre du jour : Organisation du fer mai.

2^e Groupe : Réunion à 20 h. 30, café des Iris, 7, rue Rochechouart.

Commission exécutive à 20 h. 30, au siège, bureau 30, 2^e étage. Ordre du jour : Assemblée générale.

Minorité syndicaliste de la Seine. — Réunion de la Commission de Travail ce soir, à 21 heures, à la Fédération postale, rue Grange-aux-Belles.

Sont invités d'assister à la réunion : Chevalier, Massot, Verdier, Koch, Le Pen.

Minorité révolutionnaire de la Voiture. — Ce soir, réunion à 20 h. 30, 18, rue Cambronne, Paris (11^e). Questions importantes.

PETITE CORRESPONDANCE

Un Jeune Camarade désirera correspondre avec une jeune camarade Petit Roger, 49, rue de Bretagne Paris (3^e), maison Commune.

Filioli. — Entendu, ferons nécessaire pour expédier cinq exemplaires à Thiers et Montarlier. Envoyez confirmation.

Gambetta. — Réponds Fraysse, 9, rue Louis-Blanc, Paris.

L. Martin. — Entendu pour le lundi 14. — Germaine Berton.

Joseph Lafon. — Nous avons bien reçu ton chèque postal.

Gambetta. — Toulon, est prié de faire le nécessaire pour le 18 à Toulon et le 19 à La Seyne. — Fraysse.

Pequeux Hirson. — Ton abonnement finira le 15 avril.

Tertillat, Nice, 39, avenue de la Victoire. — Ton journal nous revient. L'adresse est-elle correcte ?

Hody Henri. — Ton abonnement finira le 31 mai.

Faure II et Saint-Omer sont priés de passer d'urgence au « Lite ». Adresser à Fraysse.

Kestrelot, Paris. — Ton abonnement à la « Re» vue se termine au numéro 23.

Total de la présente liste : 255 fr. 40.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Aux « Candidats » du Premier Secteur. — Tous les camarades qui ont accepté d'être « candidats » sur la liste libertaire du Premier Secteur sont invités à se trouver ce soir, à 21 heures, à la Famille nouvelle, 63, avenue de Saint-Ouen.

Signature de la déclaration officielle et tenue pour les démarches nécessaires.

Ecole du Propagandiste anarchiste. — Le prochain cours de philosophie par Gérard de Lacaze-Duthiers aura lieu le 19 avril, à 20 h. 45, grande salle de la maison Commune, rue de Bretagne.

Jeunesse anarchiste. — Ce soir, à 20 h. 30, réunion de tous les jeunes.

Caserne par Haussard, sur « l'Idée anarchiste ».

Nous comptons sur vous.

Groupe du 13^e. — Réunion ce soir, au lieu habituel, à 20 h. 30. Caserne par un camarade, sur « l'Amour et son sentiment ».

Groupe anarchiste du 17^e. — Ce soir, à 20 h. 45, avenue de Saint-Ouen, réunion du Groupe : « la Propagande antiparlementaire ».

Groupe de Levallois. — Ce soir, vendredi, réunion du Groupe, 1, place de l'Église (coin de la place et de la rue Rivet).

Le 4^e Secteur et les Elections : Nos Action pendant la foire : Questions diverses. Présence indispensable des camarades. Invitation aux sympathisants.

Groupe d'Etudes sociales de Rueil et Chatou.

Réunion demain, à 20 h. 30, maison du Peuple, 15, bis, rue Giroux.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion du Groupe demain, à 20 h. 30 précises, au lieu habituel.

Ordre du jour : Campagne antiparlementaire.

Votre présence, camarades, est indispensable.

Nous comptons donc sur tous pour prendre les décisions nécessaires.